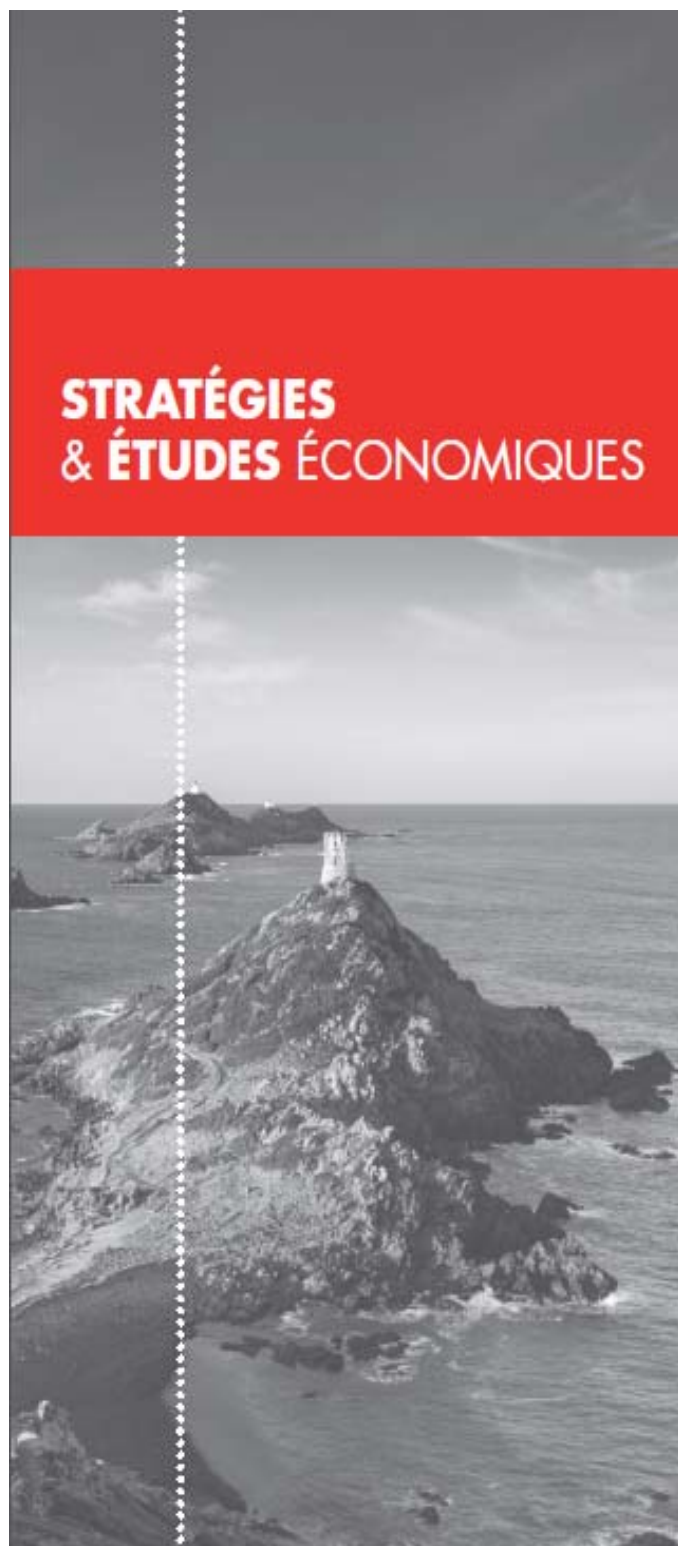


# LA LETTRE ÉCO



## SOMMAIRE DE LA LETTRE ÉCO N°244

### LE COIN DES ÉPARGNANTS

- Le tableau économique et financier
- Les marchés prennent peur

### C'EST DÉJÀ HIER

- La difficile réduction du déficit budgétaire
- L'inflation en mode poussif
- L'emploi confirme et signe
- les hôtels résistent difficilement

### LE COIN DE LA CONJONCTURE

- L'Allemagne, de l'excédent commercial aux élections législatives
- La France toujours fâchée avec son commerce extérieur

### LE COIN DES TENDANCES

- Le digital, le nouvel eldorado économique ?

### LE COIN DU GRAPHIQUE

- Le verdict de la productivité

### LE COIN DE L'AGENDA ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

### LE COIN DES STATISTIQUES

## LE COIN DES ÉPARGNANTS

### LE TABLEAU ECONOMIQUE ET FINANCIER

	RESULTATS 11 août 2017	ÉVOLUTION SUR 5 JOURS	RESULTATS 31 DECEMBRE 2016
<b>CAC 40</b>	5 060,92	-2,74 %	4 862,31
<b>Dow Jones</b>	21 858,32	-1,06 %	19 762,60
<b>Nasdaq</b>	6 256,56	-1,50 %	5 383,12
<b>Dax Allemand</b>	12 014,06	-2,31 %	11 481,06
<b>Footsie</b>	7 309,96	-2,69 %	7 142,83
<b>Euro Stoxx 50</b>	3 406,34	-2,88 %	3 290,52
<b>Nikkei 225</b>	19 729,74	-1,12 %	19 114,37
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans (18 heures)</b>	0,678 %	-0,066 pt	0,687 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans (18 heures)</b>	0,381 %	-0,089 pt	0,208 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans (18 heures)</b>	2,189 %	-0,073 pt	2,454 %
<b>Cours de l'euro / dollars (19 heures)</b>	1,1825	+0,46 %	1,0540
<b>Cours de l'once d'or en dollars (18 heures)</b>	1 290,800	+2,57 %	1 154,570
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (18 heures)</b>	51,985	-0,75 %	56,620

### Les marchés prennent peur

A quelques jours du 15 août, les places financières sont sorties de leur torpeur estivale avec la montée des tensions entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, deux Etats opposés en tout ou presque. Les étés ont tendance à être, ces dernières années, assez agités. La grande crise financière avait commencé dès l'été 2007. Celle des dettes souveraines s'était amorcée durant la période estivale de 2011. Il y a trois ans, la crise ukrainienne avait occupé les esprits. Durant l'été 2015, c'était la bourse chinoise qui avait fait des siennes.

Le lancement répété de missiles balistiques pouvant porter une tête nucléaire a conduit Donald Trump à réagir, la démonstration de force nord-coréenne constituant une menace pour l'ensemble de la zone asiatique et pour les îles américaines de Guam et Hawaï.

Dans son tweet du 11 août, le Président américain a indiqué : « les solutions militaires sont maintenant pleinement en place, verrouillées et opérationnelles, au cas où la Corée du Nord agirait de manière imprudente. Espérons-le, Kim Jong choisira une autre voie ! ». Ce tweet a inquiété les investisseurs même s'il ne fait que reprendre des déclarations précédentes. A plusieurs reprises, les autorités américaines ont mentionné qu'elles étaient prêtes avec leurs alliés japonais et sud-coréens à frapper la Corée du Nord. Les intérêts américains dans la zone sont importants avec notamment 30 000 militaires américains stationnés en Corée du Sud.

La crise avec Pyongyang touche en premier lieu les places asiatiques. En revanche, pour le moment, elle n'a aucun effet sur le cours du pétrole qui est toujours orienté à la baisse. Par ailleurs, au-delà des bases dans le pacifique et au Japon, Les services américains considèrent que la Corée du Nord a réussi à miniaturiser les têtes nucléaires et qu'elle avance dans la maîtrise des lanceurs. La montée verbale aux extrêmes vise, sans nul doute, à imposer à Pyongyang des négociations. Les Etats-Unis souhaitent rester le maître du jeu dans une région dont ils assurent la sécurité depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la Guerre de Corée.

La Chine qui est un soutien traditionnel de la Corée du Nord souhaite ne pas être écartée, d'autant plus que son rang de grande puissance économique et militaire se doit d'être respecté, surtout en Asie. Elle appelle au calme les parties prenantes à cette crise. Elle essaie également de tempérer le régime de Pyongyang afin d'éviter une escalade et une disparition de la Corée du Nord. La fin de cet Etat renforcerait les Etats-Unis et la Corée du Sud. Si elles éprouvent quelques difficultés à comprendre le nouveau Président américain, les autorités chinoises préfèrent néanmoins les administrations républicaines aux administrations démocrates. De Richard Nixon à Georges Bush en passant par Donald Reagan, les Chinois ont toujours souhaité des Etats-Unis forts notamment quand il s'agissait de limiter l'influence soviétique. Il n'est donc pas complètement impossible que les Chinois ne soient pas en sous-main fâchés que les Américains s'occupent de rabrouer leur turbulent allié. Dans cette affaire, la Russie essaie de se replacer dans le jeu international en proposant sa médiation.

La crise a eu peu d'influence sur le cours de l'or qui a certes progressé mais faiblement. L'euro, de son côté, continue de s'apprécier au détriment du dollar. La crise nord-coréenne implique quatre grandes puissances économiques, les Etats-Unis, la Chine, le Japon et la Corée du Sud sur fond de risque nucléaire. De ce fait, les investisseurs pourraient être tentés par des valeurs refuges, l'or et les obligations d'Etat.

## **C'EST DÉJÀ HIER**

### **La difficile réduction du déficit budgétaire français**

Malgré la croissance économique qui atteint depuis 18 mois, 0,5 % par trimestre, l'amélioration des comptes publics est lente à se dessiner. En effet, le solde général d'exécution du budget au 30 juin 2017 s'établit à -62,3 milliards d'euros contre -61,8

milliards d'euros à fin juin 2016. Les dépenses (budget général et prélèvements sur recettes) progressent de près de 4 % en atteignant 201,5 milliards d'euros contre 193,9 milliards d'euros au 30 juin 2016. Pour le seul budget général (à périmètre courant), la hausse est de 6,4 % (5,1 % à périmètre constant). Si les dépenses d'investissement sont étales, celles liées au fonctionnement sont en forte progression. Les collectivités territoriales contribuent désormais à la maîtrise relative des finances publiques. En effet, le prélèvement sur recettes à leur profit est en recul de 12,3 % sur les 6 premiers mois de juin.

Les recettes du budget général (nettes des remboursements et dégrèvements) s'établissent à 160,2 milliards d'euros contre 155,1 milliards d'euros fin juin 2016 en progression de 3,3 %. Les recettes fiscales nettes sont en augmentation de 5,9 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2016 (+3,9 %). Les recettes de TVA sont notamment en hausse de 5,2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2016. Cette progression est imputable au rebond de la consommation depuis le milieu de l'année dernière. La bonne tenue du marché automobile en est un des symboles. L'impôt sur les sociétés connaît une vigoureuse croissance, +19,4 %. Cette hausse s'explique par l'amélioration des résultats des entreprises, preuve que des entreprises en bonne santé ne nuisent pas aux finances publiques. La progression des bénéfices se traduit par une augmentation des recettes fiscales. Les pertes des années 2011/2013 pèsent de moins sur les résultats de l'IS.

La chute de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques est importante, -36,5 %. Ce recul n'est pas lié à la baisse du prix du pétrole car cette taxe est perçue sur les volumes vendus et non sur le prix de vente du produit. C'est donc un montant fixe en euros qui est perçu sur chaque unité vendue et non un pourcentage d'un prix. La moindre consommation de produits énergétiques durant le 1<sup>er</sup> semestre et peut être des problèmes de recueil des statistiques pourraient expliquer cette contraction.

Les recettes de l'impôt sur le revenu baissent de 1,9 % sur le premier semestre. Les allègements décidés par la précédente majorité pèsent sur le rendement de cet impôt qui n'est acquitté que par 47 % des ménages. La concentration de cet impôt se poursuit. Ainsi, 10 % des redevables de l'impôt sur le revenu en acquittent 70 %. Les contribuables déclarant plus de 10 000 euros de revenus annuels représentant 2 % des foyers fiscaux, ont acquitté plus de 40 % de l'IR en 2016. Les revenus de plus de 200.000 euros assurent 22 % des recettes de cet impôt tout en n'étant que 150 000 dans cette tranche (soit 0,4 % des foyers fiscaux).

### **L'inflation en mode poussif**

Au mois de juillet, l'indice des prix à la consommation a reculé de 0,3 % après une stabilité en juin. Corrigé des variations saisonnières, il reste inchangé pour le deuxième mois consécutif. Sur un an, les prix à la consommation croissent au même rythme qu'en juin (+0,7 %). Après avoir connu une accélération à la fin de l'année dernière en raison de la hausse du prix du pétrole, le taux d'inflation se stabilise en-dessous de 1 %.

Sur le dernier mois, la baisse provient d'un repli marqué des prix des produits manufacturés dû aux soldes d'été et d'un nouveau recul des prix de l'énergie. En revanche, les prix des services accélèrent du fait de la hausse traditionnelle durant l'été

des tarifs des transports aériens et des services d'hébergement pendant les vacances d'été. Les prix des produits alimentaires sont en légère progression.

Les prix des produits manufacturés baissent de manière saisonnière en juillet (-2,9 % comme en juillet 2016 ; -0,4 % sur un an) en raison des soldes d'été qui concernent avant tout l'habillement et les chaussures (-14,8 % contre -14,2 % en juillet 2016 ; +0,9 % sur un an). Dans une moindre mesure, les prix d'autres types de produits diminuent aussi avec les soldes, tels les articles de voyages (-5,0 % ; +0,8 % sur un an), les articles de ménage en textile (-2,9 % ; -0,1 % sur un an), les meubles et les articles d'ameublement (-2,5 % ; +0,3 % sur un an), les appareils ménagers (-1,3 % ; -2,3 % sur un an) et le matériel audiovisuel, photographique et de traitement de l'information (-1,0 % ; -2,3 % sur un an). En outre, les prix des produits de santé continuent de baisser légèrement (-0,1 % ; -2,0 % sur un an). Les prix des voitures neuves sont en légère progression (+0,2 %) en raison notamment de changements tarifaires chez certains constructeurs.

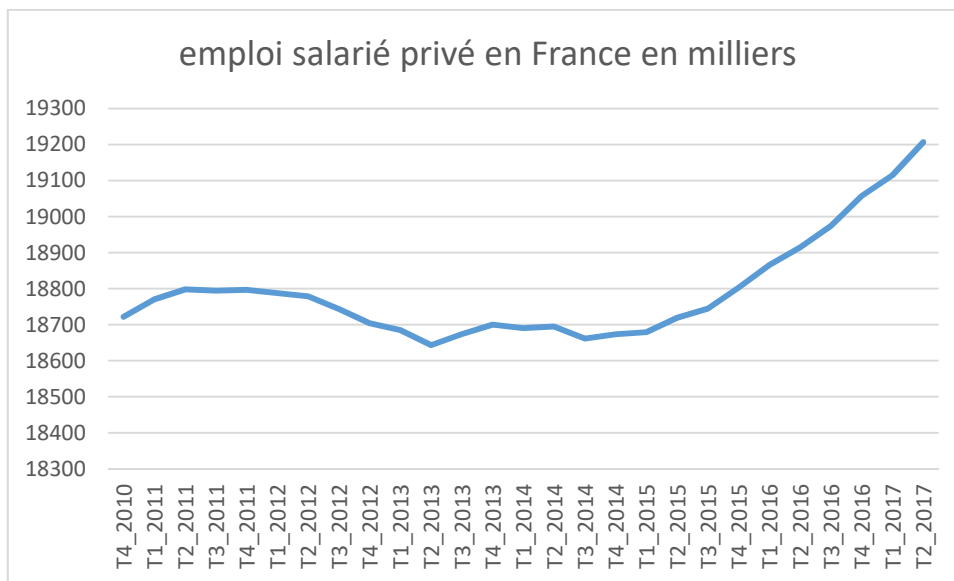
### **L'emploi confirme et signe**

Pour le onzième trimestre consécutif, la France enregistre un solde d'emploi positif. Ainsi, au cours du deuxième trimestre, l'emploi salarié privé a augmenté de +0,5 % après +0,3 %, soit 91 700 créations nettes d'emploi après 57 700. Sur un an, l'emploi salarié privé s'accroît de 1,5 % (soit +291 900). Hors intérim, il augmente de 0,3 % sur le trimestre (soit +64 000), comme au trimestre précédent, et de 1,0 % sur un an (+185 900). Cette hausse qui permet de se rapprocher de la barre symbolique des 300 000 emplois annuels s'inscrit dans un contexte de reprise économique. Même si la croissance reste modeste, elle est créatrice d'emplois.

L'emploi privé progresse comme au premier trimestre dans l'agriculture (+0,3 %, soit +900). Phénomène nouveau, les destructions d'emploi ont cessé dans l'industrie. L'emploi est stable dans ce secteur après avoir connu une contraction au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Il continue d'augmenter dans la construction (+0,4 %, soit +5 400, après +0,7 %). Sur un an, l'emploi privé diminue de 12 200 dans l'industrie, tandis qu'il s'accroît de 9 100 dans la construction.

Au deuxième trimestre 2017, dans les services marchands, l'emploi privé augmente de +0,7 % (soit +80 000), après +0,4 %. Hors intérim, les créations nettes d'emploi restent dynamiques dans ce secteur : +0,5 % sur le trimestre (soit +52 300, après +53 500 au premier trimestre) et +1,5 % sur un an (soit +163 800). L'emploi non marchand privé croît de 0,2 % sur le trimestre (soit +6 100), comme le trimestre précédent, et de 0,8 % sur un an (+21 100).

L'emploi intérimaire se redresse nettement au deuxième trimestre 2017 (+4,1 %, soit +27 700), après avoir modérément diminué au trimestre précédent (-0,8 %). Sur un an, il est en très forte hausse (+17,6 %, soit +106 000) ce qui traduit des besoins croissants de la part des entreprises.



Source : INSEE

Ce fort mouvement n'entraîne pas une baisse sensible du nombre de demandeurs d'emplois. Ce dernier connaît une évolution en dents de scie. La fin du plan de formation, l'arrivée à leur terme de nombreux contrats aidés, le retour sur le marché du travail d'actifs qui avaient renoncé, avec la crise, à effectuer des démarches pour retrouver un emploi, ainsi que la progression naturelle de la population active expliquent ce décalage. La Ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a indiqué seulement 110 000 contrats aidés pour les six derniers mois de 2017 avaient été prévus, ce qui représente une chute de 40 % par rapport au premier semestre de l'année et deux fois moins que pour la seconde moitié de 2016. Si le processus de créations d'emplois se poursuit au cours du second semestre, le taux de chômage devrait s'abaisser plus vite que prévu Il pourrait revenir autour de 9,3 % en fin d'année contre 9,6 % actuellement.

### Les hôtels résistent difficilement

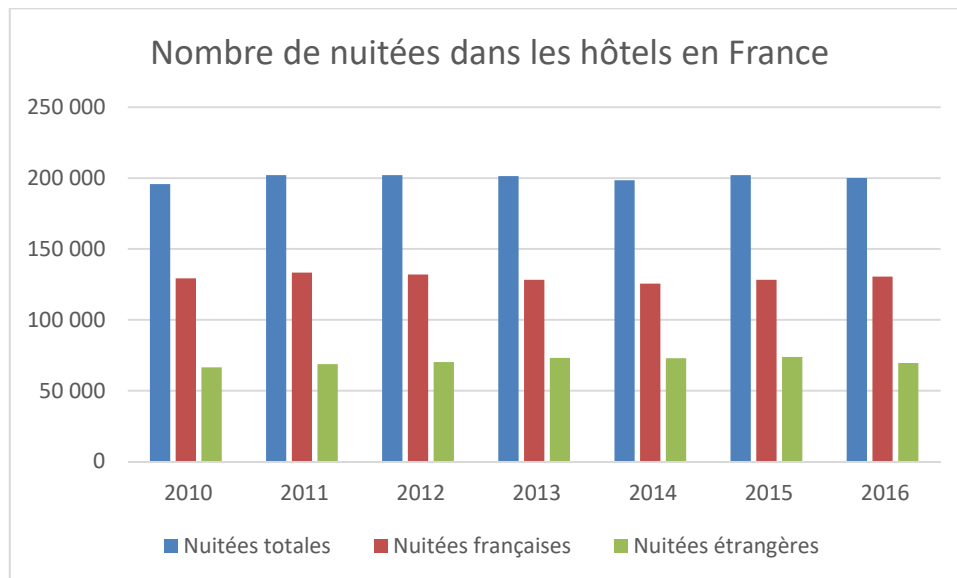
Au deuxième trimestre 2017, en France métropolitaine, la fréquentation touristique dans les hébergements collectifs touristiques, exprimée en nuitées, augmente très fortement (+10,2 % par rapport à la même période de 2016). Cette progression est bien plus vive que celles des deux trimestres précédents et fait plus que compenser le net repli enregistré un an plus tôt (-5,3 %) durant la période post attentats. Ainsi, le nombre de nuitées dépasse de plus de 4 % celui du deuxième trimestre 2015. Cette reprise concerne tant la clientèle résidente qu'étrangère.

La hausse est particulièrement marquée dans l'agglomération parisienne (+12,6 % dans les hôtels et +27,6 % dans les autres hébergements touristiques). De plus, la fréquentation des campings en début de saison atteint un record historique (+18,7 %).

Au deuxième trimestre 2017, les nuitées dans l'hôtellerie augmentent pour le troisième trimestre consécutif. La hausse a atteint +6,3 % en glissement annuel, après +2,4 % au premier trimestre. Les effets des attentats sur la fréquentation s'estompent. Les touristes étrangers qui avaient déserté reviennent. La clientèle étrangère est en progrès de 10 % au cours du 2<sup>e</sup> trimestre. Les nuitées de clients étrangers s'accroissent très fortement en agglomération parisienne (+16,5 %) où elles retrouvent un niveau comparable à celui de



2015. Les hôtels du littoral connaissent également un début de saison excellent (+7,0 %). La fréquentation progresse dans une moindre mesure dans les autres zones. Cet afflux de touristes se traduit par une hausse de 2,4 points du taux d'occupation sur un an, qui s'établit à 63,5 %. En nombre de nuitées, les hôtels français plafonnent depuis 7 ans. La crise, les attentats et les plateformes collaboratives de location entre particuliers expliquent ce résultat.



Dans les autres hébergements collectifs touristiques, la fréquentation a enregistré une forte progression, +10,7 % sur un an, tant pour la clientèle française qu'étrangère. Là aussi, l'amélioration est très forte dans l'agglomération parisienne et sur le littoral. La fréquentation est également dynamique dans les zones montagneuses et les espaces urbains de province. En revanche, elle se replie dans les zones rurales. L'accroissement de la clientèle française est particulièrement important dans l'agglomération parisienne (+42,6 %), quand en montagne, ce sont les non-résidents (+43,4 %) qui tirent la fréquentation à la hausse. Ces bons résultats font progresser le taux d'occupation de 4,5 points sur un an à 57,7 %.

La fréquentation dans les campings augmente de 18,7 % en un an, grâce à un fort engouement de la clientèle française (+22,5 %) et dans une moindre mesure de la clientèle étrangère (+11,3 %). Elle est tirée par l'activité dans les hébergements les mieux classés (+24,2 % pour les 4-5 étoiles) et concerne les emplacements nus comme équipés. La fréquentation dans les zones littorales (+21,9 %) a bénéficié de conditions météorologiques très clémentes.

Après une calamiteuse saison 2016, la France devrait enregistrer de meilleurs résultats en 2017. Néanmoins, une part croissante du tourisme échappe aux acteurs traditionnels. La France est le deuxième pays d'implantation pour Airbnb après les Etats-Unis. Paris est même la première ville de la plateforme pour le nombre de lits proposés.

## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### L'Allemagne, de l'excédent commercial aux élections législatives

Une nouvelle fois, les résultats du commerce extérieur allemand sont en hausse. Au mois de juin, notre voisin a dégagé un excédent de 21,2 milliards d'euros, selon l'institut statistique Destatis. Sur le même mois, la France a connu un déficit de 4,7 milliards d'euros selon les chiffres des Douanes.

L'appréciation de l'euro a peu d'incidence sur les résultats extérieurs de l'Allemagne en raison de la relative insensibilité de ses exportations aux variations de prix. Le résultat de 2017 de la balance commerciale devrait être proche de celui de 2016 dont le solde avait été positif de 252,9 milliards d'euros.

Notre voisin est accusé par ses partenaires de ne pas suffisamment investir et de ne pas favoriser la consommation. Face à la montée des protestations notamment américaines, plusieurs responsables allemands défendent le bienfondé de leur modèle économique. Dans une tribune publiée le 25 juillet dans le quotidien Handelsblatt, l'ancien directeur de l'Institut de recherche économique de l'université de Munich (IFO) considère que les Etats-Unis et les pays du sud de l'Europe sont à l'origine des excédents allemands » en appliquant des politiques budgétaires et monétaires laxistes favorisant l'achat de produits allemands ».

L'Allemagne dispose d'une forte tradition industrielle. Ses entreprises ancrées au cœur des Länder bénéficient du soutien actif des pouvoirs publics et peuvent compter sur l'appui d'un secteur bancaire décentralisé. Depuis 70 ans, le modèle de développement est resté identique. Une monnaie forte permet de réduire le coût des importations, matières premières, énergie et biens intermédiaires, tout en renchérissant la valeur des exportations, ces dernières portant le label « deutsche qualität ». Plusieurs études ont prouvé que les importateurs placent en tête de leurs choix les biens industriels allemands. Si, pour des raisons de prix ou de disponibilité, ils ne peuvent pas les acquérir, ils mettent en concurrence les produits en provenance des autres pays, France, Italie, Espagne, Chine, etc. Les produits américains et japonais peuvent sur certains créneaux résister dans le haut de gamme aux produits allemands. La France comme l'Italie conservent quelques niches industrielles mais elles sont de plus en plus rares.

Le Fonds monétaire international (FMI), la Commission européenne et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) demandent à l'Allemagne de relancer tant l'investissement et la consommation pour renforcer la reprise européenne et diminuer l'imposant excédent commercial. Le Président de la République, Emmanuel Macron, a également réclamé un geste de l'Allemagne. Le 13 juillet dernier, il a déclaré que Berlin « doit accompagner une relance de l'investissement public et privé en Europe ».

En Allemagne, le débat est relancé dans le contexte de la campagne pour le renouvellement du Bundestag prévu le 24 septembre prochain. Martin Schulz, le candidat du Parti social-démocrate (SPD) à la chancellerie, estime que les excédents allemands ont atteint un tel niveau qu'il convient désormais de fixer « un montant minimum pour les investissements ». Selon lui, la situation du pays permet en effet de mettre en œuvre une telle politique sans mettre en question le « frein constitutionnel à la dette » inscrit dans la



Loi fondamentale à la fin du premier mandat d'Angela Merkel, en 2009, et qui limite le déficit structurel de l'Etat fédéral à 0,35 % du produit intérieur brut (PIB). Martin Schulz est, selon les derniers sondages, largement devancé par Angela Merkel. Selon une enquête Emnid publiée le 5 août dernier, le SPD n'est crédité que de 23 % des intentions de vote, quinze points derrière la CDU. La désignation de Martin Schultz avait conduit au début à une réduction de l'écart. Depuis « l'effet Schultz » s'est évanoui. Au printemps, les défaites du SPD en Sarre, au Schleswig-Holstein et—en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ont contribué à son recul au niveau national. La défection d'une élue écologiste au sein de la majorité SPD-Grünen en Basse Saxe a également affaibli le SPD. Cette dernière a décidé de rallier la CDU. Son départ entraîne la perte de la majorité au sein du parlement régional. Une nouvelle élection a été ainsi rendue obligatoire. Elle est programmée le 15 octobre prochain. La crise politique en Basse-Saxe y est d'autant plus mal vécue que ce Land est important pour le SPD. De nombreux dirigeants du parti sont originaires. Gerhard Schröder en a été, par ailleurs, dans le passé le dirigeant. Les responsables de Basse-Saxe doivent, par ailleurs, gérer un nouveau scandale lié à Volkswagen. Les responsables de l'entreprise auraient édulcoré un discours du Ministre Président de Basse Saxe, Stephan Weil, prononcé devant l'assemblée régionale après le début du « dieselgate » afin de minimiser leurs responsabilités. Cette affaire est d'autant plus gênante que le Land de Basse-Saxe est actionnaire à 20 % de Volkswagen. Si Stephan Weil a qualifié ces accusations de « totalement infondées », il avoue néanmoins avoir transmis son discours à Volkswagen mais seulement pour des raisons juridiques.

Cette affaire conforte les positions d'Angela Merkel qui se pose comme le chef de file de l'Europe vertueuse. Elle met en avant son bilan, plein emploi, excédent budgétaire et excédent commercial. Les polémiques liées à l'arrivée de plus d'un million de migrants semblent s'estomper. Elle s'est engagée à réduire les impôts en 2018 afin de relancer la consommation. En ce qui concerne l'investissement, elle rappelle que leur montant est passé de 24,9 milliards d'euros en 2014 à 36,4 milliards d'euros cette année. Elle admet que ces crédits sont mal consommés en raison de lourdeurs bureaucratiques et du manque de moyens des collectivités locales, qui n'ont pas les compétences de gérer l'argent mis à leur disposition par l'Etat fédéral. A ce sujet, la CDU a inscrit dans son programme une « loi favorisant l'accélération » des investissements dans le domaine des infrastructures et du numérique ». L'opinion publique allemande demande une modernisation des infrastructures. Selon un sondage de l'institut Civey publié mi-juillet, 86 % des Allemands estiment, en effet, que l'Etat investit trop peu.

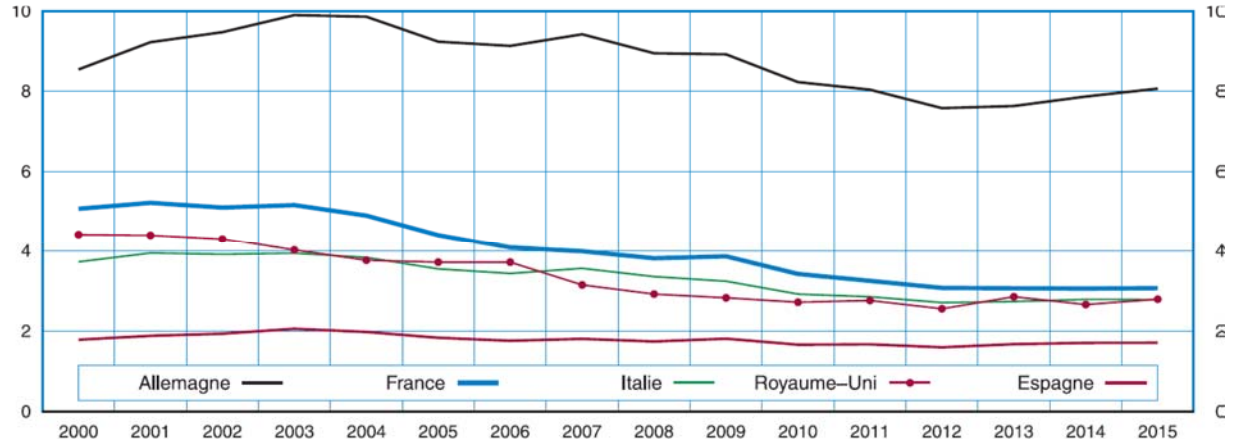
### **La France toujours fâchée avec son commerce extérieur**

Depuis plus de 14 ans, la France accumule des déficits commerciaux. Ses parts de marchés tant au niveau international qu'au niveau européen se réduisent. Ses exportations de biens manufacturés ne représentent que 3,1 % de l'ensemble des exportations mondiale en 2015 contre 5 % en 2004. La France reste néanmoins depuis 2004 le cinquième exportateur mondial, derrière l'Allemagne, les États-Unis, la Chine et le Japon, se classant en 2015 juste devant la Corée du Sud et le Royaume-Uni.

Si tous les pays avancés ont perdu des parts de marché en raison de la montée en puissance des pays émergents dont la Chine, le recul de la France est un des plus importants. Entre 2000 et 2015, les parts de marché à l'exportation des pays avancés sont passés de 69,2 % à 54,9 %, au profit des économies émergentes. Si les exportations

françaises avaient évolué comme celles de l'ensemble des pays avancés, leurs parts de marché seraient passées de 5,1 % en 2000 à 4,0 % en 2015 et non à 3,1 %.

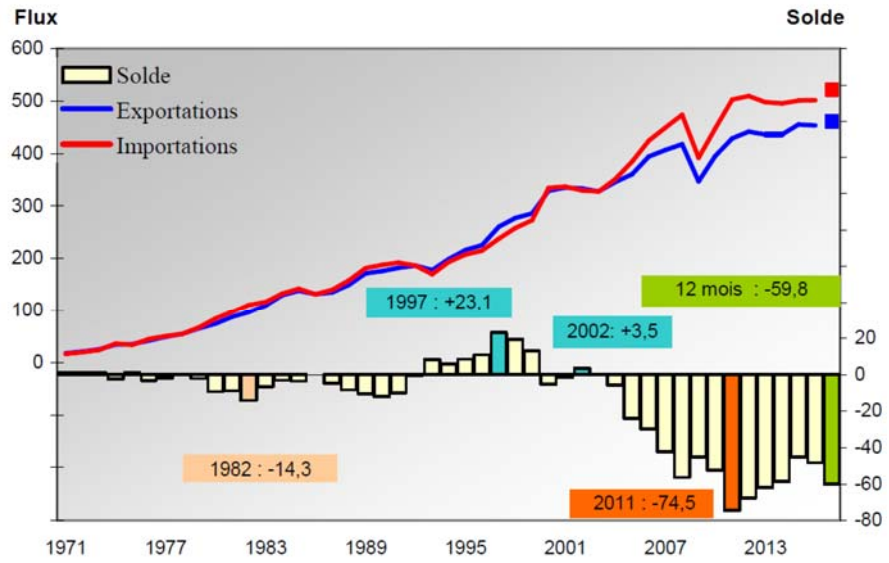
Evolution des parts de marché à l'exportation de plusieurs pays européens en %



Source : OMC à partir des données douanières en valeur

La baisse des parts de marché sur longue période s'expliquent avant tout par un manque de compétitivité et un mauvais positionnement des produits. Parmi les pays avancés, la France a été l'un des plus touchés par le décollage des pays émergents dont les produits sont en concurrence directe. Ses coûts de production élevés ne permettent pas de rivaliser avec ceux des pays d'Asie ou d'Europe orientale. La légère amélioration des performances à l'exportation entre 2010 et 2015 est liée à une meilleure maîtrise des coûts salariaux et à la dépréciation de l'euro. La moindre fragmentation des chaînes de valeur ajoutées du commerce extérieur français n'explique qu'une faible partie des mauvaises performances à l'exportation.

Solde annuel de la balance commerciale française FAB/FAB y compris matériel militaire, données brutes, en milliards d'euros

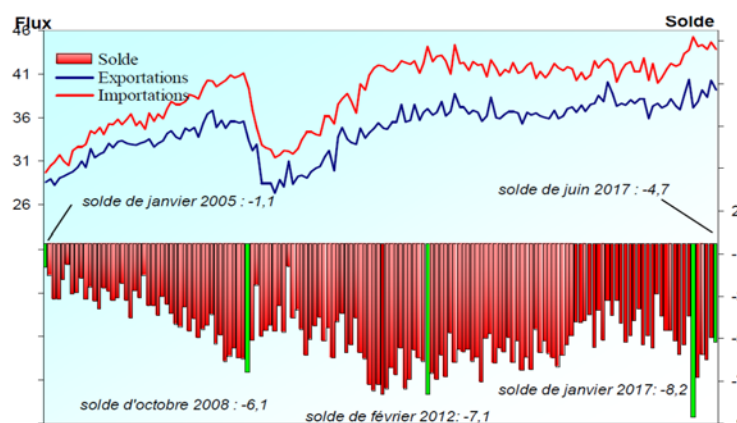


	<b>Quelques points clefs du déficit commercial français</b>
<b>1974</b>	déficit de -2,6 milliards d'euros
<b>1982</b>	déficit de -14,3 milliards d'euros
<b>1997</b>	excédent de +23,1 milliards d'euros
<b>2008</b>	déficit de -56,2 milliards d'euros
<b>2011</b>	déficit de -74,5 milliards d'euros
<b>2016</b>	déficit de -48,3 milliards d'euros

Depuis 2014, les pouvoirs publics ont mis en œuvre des politiques plus axées sur l'offre. L'instauration du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et le déploiement du pacte de responsabilité avaient comme objectifs la restauration du taux de marge des entreprises et l'amélioration de notre balance commerciale. Les derniers résultats communiqués au mois d'août sont inquiétants. Le déficit commercial a, en effet, atteint 4,7 milliards d'euros au mois de juin le portant sur 12 mois à 59,8 milliards d'euros contre 50 milliards d'euros sur la même période en 2016. Pour le seul premier semestre 2017, le déficit commercial s'élève à 34,4 milliards d'euros en détérioration de 8,1 milliards d'euros par rapport au semestre précédent.

Sur ce premier semestre, les importations ont progressé de 4,4 % contre 3,1 % au second semestre 2016. Cette augmentation des importations est liée à des achats plus importants de produits industriels, notamment des biens intermédiaires, auxquels s'ajoute la vive croissance des approvisionnements énergétiques en raison du relèvement du prix du pétrole. La France n'arrive pas à maintenir un rythme de progression pour les exportations. Leur hausse n'a été que de 1,3 % sur les six premiers mois de l'année ; elle avait été de 2 % au second semestre 2016. Les ventes de produits manufacturés augmentent quasiment pour tous les secteurs, à l'exception de l'aéronautique, en contrecoup des niveaux exceptionnels atteints fin 2016. Au premier semestre 2017, la reprise des importations depuis les pays de l'Union européenne s'accélère (+5,6 %, après +1,6 %), en particulier depuis le Royaume-Uni. Elles progressent également depuis la plupart des autres pays européens (automobiles et chimie), à l'exception de l'Allemagne. Les importations en provenance des pays tiers décélèrent (+2,5 %, après +5,7 %).

### **Solde commercial mensuel FAB/FAB y compris matériel militaire, CVS-CJO, en milliards d'euros**



Les exportations vers l'Union européenne progressent à un rythme modéré (+0,9 %, après +1,1 %). Elles accélèrent vers l'Italie et la Belgique, tandis qu'elles refluent nettement vers l'Allemagne. Les exportations vers les pays tiers restent dynamiques (+2,7 %, après +3,3 %). Les ventes augmentent nettement vers l'Asie, soutenues en particulier par la reprise des importations chinoises en 2017. Les exportations croissent légèrement vers l'Afrique et l'Europe hors UE, tandis qu'elles reculent vers les pays émergents d'Amérique (Mexique, Brésil, Argentine) et les pays du Proche et Moyen-Orient.

La dégradation du solde commercial en 2017 s'explique donc par un élargissement du déficit manufacturier et un alourdissement de la facture énergétique. Le solde agricole reste négatif en raison de la mauvaise récolte céréalière au cours de la campagne 2016/2017. L'amélioration du pouvoir d'achat des Français conduit à une augmentation de la consommation. Cette dernière amène un accroissement des achats de biens industriels importés.

## LE COIN DES TENDANCES

### Le digital, le nouvel eldorado économique?

*Cet article est la retranscription d'une intervention prononcée par Philippe Crevel lors d'une conférence tenue à Chartres le 27 juin 2017.*

Nous sommes bercés par les déclarations remplies d'espoir des prophètes de la révolution digitale mais, dans le même temps, nous sommes abreuvés des propos pessimistes des avocats de la stagnation séculaire. Il est difficile de se faire une religion.

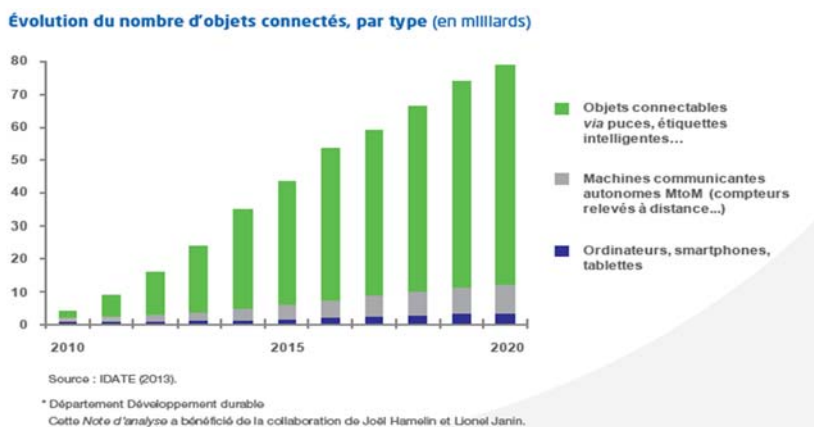
Nous sommes obligés d'admettre que le digital est partout. Nous vivons dans un univers numérique. Aucun pan de nos activités n'y échappe ; l'agriculture, l'industrie, les services sont touchés par cette révolution. Si des doutes existent sur les effets réels du numérique sur la croissance, il n'en demeure pas moins que nous sortons d'une décennie perdue, une des plus dures de notre histoire contemporaine. 10 ans de faible croissance. Les stigmates commencent à peine à s'effacer. Nous venons juste de retrouver le niveau de vie par habitant d'avant crise. Nous héritons de 400 000 milliards de dettes. Dix ans après la crise 2008, nous vivons encore sous respiration artificielle avec des politiques monétaires non conventionnelles avec des taux d'intérêt extrêmement bas.

Pour surmonter cette crise, pour échapper à la stagnation séculaire, le digital serait notre salut. Pour s'en convaincre, il suffit de se rendre dans les librairies et de constater les ouvrages sur notre futur nirvana numérique se multiplient.

- Chris Anderson : « la nouvelle révolution industrielle » ;
- David Evans « de précieux intermédiaires » ;
- Nicolas Colin et Henry Verdier « l'âge de la multitude » ;
- Christophe Victor : « la révolution digitale ».

Je ne peux pas ne pas mentionner Jérémy Rifkin avec son livre « la nouvelle société du coût marginal zéro » qui nous promet un avenir radieux grâce à l'Internet des objets

connectés, des plateformes collaboratives, au réseau décentralisé d'énergie renouvelable, grâce à l'instauration d'un nouveau système de gouvernance. Vous êtes peut être convaincus que Google, Apple, Amazon, Facebook révolutionnent notre vie. Des plateformes collaboratives au big data en passant par les voitures autonomes, les fintech, les champs agricoles connectés, la révolution médicale avec les espoirs portés par les partisans du transgénisme, du transhumanisme, vous êtes convaincus que nous sommes entrés dans une mutation extraordinaire au potentiel incommensurable.



Mais ne sommes-nous pas en pleine utopie quand Larry Page, le PDG de Google, investit des sommes astronomiques pour tenter de nous rendre immortels ou quand Elon Musk de Tesla prévoit la création de villes autonomes sur Mars ou, bien encore, quand Jeff Bezos nous promet de manière plus concrète la mise en place d'armées de drones pour distribuer nos colis commandés sur Amazon. Certes, les utopies de Jules Vernes et de quelques écrivains ont sans nul doute conduit bien des enfants du 18 et du 19<sup>e</sup> siècle à devenir de brillants inventeurs. Mais, toute innovation ne rime pas avec rupture, avec progrès, avec amélioration des conditions de vie, etc.

### **Le progrès n'est pas linéaire. Il est constitué de hasards, de voies sans issue**

L'histoire nous a appris que le déclin et la chute ne sont jamais très loin de l'apogée. Il faut se poser la question de l'utilité du progrès, de son apport économique, de son apport pour l'Humanité. Nous sommes fascinés par le progrès technique mais ce dernier génère des craintes croissantes quasi millénaristes. Si nous appelons de nos vœux une nouvelle ère de croissance, dans le même temps, le rejet du progrès n'a jamais été aussi fort ! Le principe de précaution inscrit dans la constitution française traduit un état d'esprit qui n'est pas sans incidence sur l'innovation et la croissance.

### **Les pythies de mauvaises aventures font également fortunes.**

Si les hérauts de l'âge numérique sont légions, les « déclinologues » prospèrent tout aussi bien. Ils peuvent s'appuyer sur des données statistiques inquiétantes, le recul de la productivité, la destruction de nos ressources naturelles, le réchauffement climatique, etc.

L'émotionnel guide nos pas. Nous avons une capacité à zapper d'une idée à l'autre, d'un point de vue à un autre. Il faut l'avouer, le digital n'aide pas à la concentration. Nous sommes tous devenus des zappeurs convulsifs. Nos interrogations ne sont pas si



nouvelles que cela. A l'époque de la renaissance, les philosophes, Condorcet, Voltaire, Leibniz s'interrogeaient, déjà, sur l'apport du progrès et sur une possible stagnation de l'humanité. Plus tard, Malthus, Marx voire Keynes étaient de véritables pessimistes quand Schumpeter mettait en avant l'inventeur, le créateur d'entreprise tout en doutant de la pérennité de la croissance.

### **Le digital est-il la troisième révolution économique. ?**

Le digital n'est pas né d'un coup de baguette magique. Il est le prolongement de découvertes réalisées depuis plusieurs siècles. A ce titre il faut rendre hommage à l'ingénieur français Claude Chappe qui, en 1794, mit au point le premier système de télégraphie optique par sémaphore entre Paris et Lille. Il convient également de souligner l'apport de Marconi qui réalisa, en décembre 1901, la première transmission radio entre Saint-Jean de Terre-Neuve (Canada) et Poldhu dans le sud du comté des Cornouailles (Angleterre).

Le digital, c'est la poursuite de l'informatique en utilisant d'autres mots. Le premier ordinateur date de 1946 : Création de l'ENIAC (Electronic Numerical Integrator and Computer). Internet est l'enfant prodige d'un projet de sécurité militaire américain non retenu issu de travaux du Massachusetts Institute of Technology datant du début des années 60. Comme quoi les voies sans issue peuvent être porteuses d'avenir. A contrario, une belle autoroute peut nous envoyer dans une mauvaise direction économique.

Le digital repose évidemment sur la formidable aventure du microprocesseur. Il doit beaucoup à la bonne application de la loi de Moore. Gordon Moore avait affirmé dès 1965 que le nombre de transistors par circuit de même taille allait doubler, à prix constants, tous les ans. Il rectifia par la suite en portant à dix-huit mois le rythme de doublement. Il en déduisit que la puissance des ordinateurs allait croître de manière exponentielle. Cette loi s'est révélée exacte jusqu'à ces dernières années.

Le digital, à travers sa forme big data, c'est le codage et la transmission numérique de données de toute nature, leur traitement et leur exploitation, cela dans un temps record. Le digital, c'est aussi l'interactivité en temps réel entre les individus. C'est évidemment le participatif, l'itératif. Aujourd'hui, tous les espoirs se portent sur l'intelligence artificielle. C'est une vieille marotte de scientifiques. En 1951, Alan Turing (auquel on doit le décodage de la machine Enigma mise au point par les Allemands, et le sauvetage de nombreuses vies durant la seconde guerre mondiale) réalise le premier simulateur de réseau neuronal. L'intelligence artificielle mobilise des sommes croissantes. Plus de 30 milliards de dollars sont attendus en 2025. Des gains de productivité de 20 à 30 % sont attendus mais avec quelles conséquences ?

Durant la première partie de la révolution industrielle, l'homme a réussi à s'affranchir des limites physiques : augmentation de sa force physique, capacité de se déplacer dans toutes les dimensions et de plus en plus vite. Durant la deuxième, il a réussi à modeler la matière et le vivant avec le développement de la chimie et à démultiplier ses créations.

Le numérique multiplie non pas nos facultés intellectuelles mais nos facultés de calculs. Il démultiplie les capacités de traitement. Il accélère le recueil, la gestion et la transmission des données. Il permet de réduire le volume des tâches répétitives



qualifiées à tort d'intellectuelles. Le numérique réduit le champ du hasard tout comme les lois physiques, chimiques ou mathématiques dans le passé. La révolution numérique poursuit le processus d'automatisation entrepris avec la révolution industrielle.

## **A la recherche de la croissance au temps du digital**

Note vie est rythmée par une multitude de signes, de signaux, de codes, de gestes, que le traitement numérique décrypte selon des algorithmes préétablis. Tout peut être digitalisé à la condition près que cela doit avoir un intérêt et que cela puisse être exploité.

Tous les secteurs sont digitalisables, de l'agriculture à la banque, des maternités aux établissements d'hospitalisation pour personnes âgées dépendantes en passant par nos appartements, nos maisons, nos bureaux. Ce n'est pas obligatoirement une révolution, c'est une évolution. Le digital est paré de toutes les vertus. Les rapports affirmant que la croissance est pour demain sont nombreux. A titre d'illustrations, je ne résiste pas à la tentation de quelques citations.

- ❑ Les PME qui se digitalisent peuvent réduire leurs coûts de 20 % par automatisation des processus opérationnels et de 50 % en mettant en place des procédures flexibles ! (Cap Gemini) ;
- ❑ Les PME qui utilisent le cloud ont des taux de croissance plus élevée que la moyenne de 26 % et un taux de rentabilité supérieur de 21 % à celles qui ne l'utilisent pas ! (études Sepamat) ;
- ❑ Les entreprises engagées dans la transformation numérique ont une croissance six fois plus élevée que les autres (CCI Ile de France 2015) ;
- ❑ Les entreprises numériques sont trois fois plus rentables et croient quatre fois plus vite que les autres (Mc Kinsey) ;
- ❑ Le PIB digital de la France progressera d'au moins 100 milliards d'euros par an à l'horizon 2020 ;
- ❑ Le gisement de croissance est de 250 à 390 milliards d'euros d'ici 2025 (Mc Kinsey) ;
- ❑ En adoptant de manière massive les technologies de rupture, les gains de productivité pourraient atteindre 3,9 % par an de 2017 à 2025 (Mc Kinsey) ; les gains n'ont été que de 0,5 à 0,8 % ces dernières années.

Au vu des promesses qu'ouvre ce nouvel eldorado des temps modernes, nous ne pouvons qu'être déçus du taux de croissance que nous connaissons depuis la crise financière de 2008. Pour plagier un Prix Nobel d'Economie, Robert Solow, le digital est partout sauf dans les statistiques économiques. Nous sommes loin du compte. Est-ce que le digital n'est qu'un simple mirage ou est-ce que nous ne savons plus comptabiliser la croissance ?

Qu'est-ce que la croissance ? C'est la variation de création de richesses d'une année sur l'autre, c'est-à-dire la somme de la valeur ajoutée avec la différence des exportations et des importations. C'est la somme de la consommation, de l'investissement, du solde des échanges extérieurs et des variations de stocks. Mais cela est une vision à posteriori.

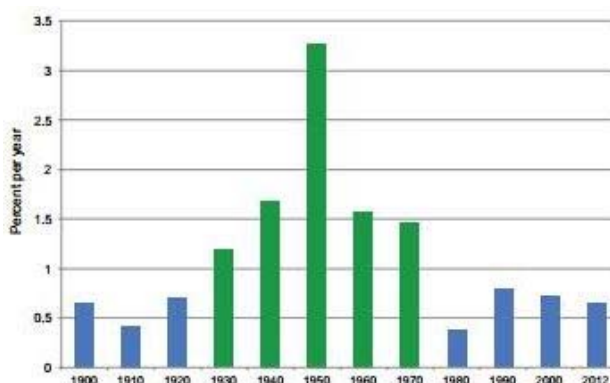
Comment se construit la croissance ? De quoi est-elle la résultante ? La croissance, c'est du capital et du travail avec du progrès plus précisément appelé productivité générale des facteurs de production.

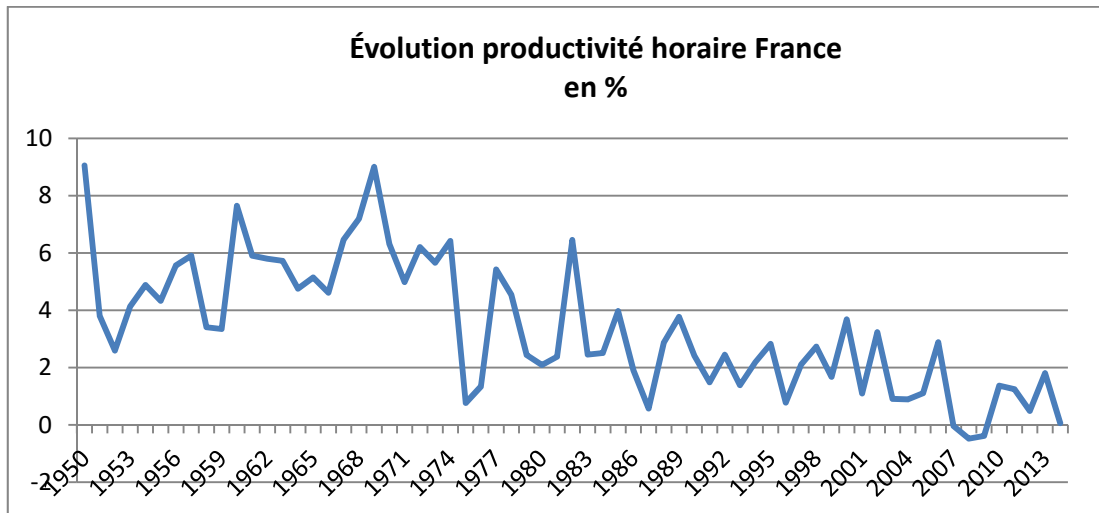
Comment expliquer la croissance ? A en croire le prix Nobel d'économie Edmund Phelps, les facteurs ayant contribué au bond de la croissance nous demeurent en partie inconnus. Le capital et le travail sont relativement faciles à quantifier ; en revanche, la productivité générale des facteurs est bien plus complexe à appréhender. Les conditions de son apparition ou de sa disparition donnent lieu à de nombreuses supputations.

La croissance économique est un phénomène nouveau au regard de l'histoire de l'humanité. Nous avons stagné de 1500 à 1760 avant de connaître une lente expansion qui s'est accélérée au fil du temps. La révolution industrielle des années 1760/1930 a été portée par des innovations changeant profondément la vie humaine. Les gains de productivité ont permis une augmentation des salaires (multiplication par plus de 3), une réduction sans précédent de la durée de travail et une diminution des charges physiques. Pourquoi la croissance est-elle apparue au Royaume-Uni, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis au 18<sup>e</sup> siècle quand elle disparaissait en Chine ? Le contexte, l'état d'esprit, la diffusion du progrès technique jouent un rôle clef. Les échanges, la stabilité juridique, les modalités de diffusion au sein de la population du progrès technique, l'élévation du niveau d'éducation, la confiance sont autant de paramètres à prendre en compte. L'amélioration des conditions de vie, avec en parallèle l'augmentation du nombre de jeunes actifs, constitue la pierre angulaire de la croissance. Les progrès de l'agriculture au tournant du 18<sup>e</sup> siècle ont réduit la mortalité infantile en Europe. L'augmentation rapide de la population a favorisé l'émigration vers de nouvelles terres (l'Amérique) mais aussi le développement de l'industrie avec en corollaire le début de l'urbanisation.

Avant le 18<sup>e</sup> siècle, il y avait des inventeurs de génie mais faute de diffusion, faute de capitaux pour décliner les innovations en produits de masse, leur impact sur la croissance était faible. Leonard de Vinci était un grand inventeur mais qui travaillait essentiellement pour les princes. Entre le 18<sup>e</sup> et le 21<sup>e</sup> siècle, la croissance de l'économie mondiale s'est accélérée et a dépassé les 4 % au début du 21<sup>e</sup> siècle avec le décollage de plusieurs pays asiatiques dont, en premier lieu, la Chine. Malgré tout, les pays avancés connaissent un déclin de leur croissance depuis plus de 40 ans. Ils ont tenté de masquer cette érosion en recourant à l'endettement. Néanmoins, la productivité baisse en Europe comme aux Etats-Unis depuis les années 60. Un petit sursaut a été certes constaté autour des années 1990/2000 avec le développement d'Internet.

Gains de productivité des pays avancés  
calculés une base décennale des dix années précédentes



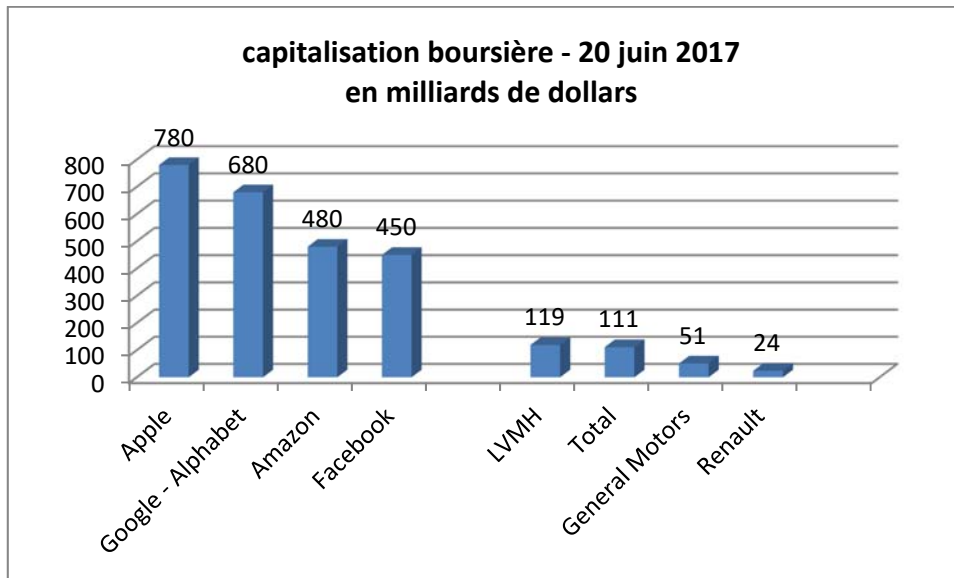


La productivité a commencé à baisser avant la diffusion en masse des PC, des Smartphones, d'Internet. Si le digital n'a pas entraîné la chute de la productivité, il n'a pas permis, a contrario, son redressement.

Pourquoi la productivité baisse ? Plusieurs facteurs peuvent être retenus :

- La diminution des innovations de rupture ;
- Le remplacement des entrepreneurs par des managers ;
- Le développement du corporatisme réduisant d'autant la concurrence ;
- Le poids des prélèvements obligatoires et des dépenses publiques qui limitent l'esprit d'initiative ;
- Le vieillissement de la population.

A la lumière des résultats économiques, certains considèrent que le digital n'est qu'une, révolution de « confort ». Cette révolution ne créerait que peu de richesses ; elle déplacerait avant tout de la rente. Elle serait avant tout destructrice à défaut d'être créatrice. Le digital, ne serait-ce pas la tulipe des temps modernes ? C'est l'Espagne au temps des conquistadors, ce sont les villes hanséatiques qui étaient riches mais qui ne généraient pas de croissance. Le digital a conduit à la constitution de quelques belles fortunes sans provoquer un réel cycle de croissance. Il met à mal certains empires industriels pour mieux imposer des oligopoles. Les Google, Facebook, Amazon, et autre Apple ne sont que les dignes descendants des maîtres de forges du 19<sup>e</sup> et des pétroliers du 20<sup>e</sup>. Le niveau des capitalisations boursières des grandes entreprises du numérique peuvent surprendre au regard de leur impact évalué sur la croissance. Est-ce un engouement irrationnel ou est-ce la preuve qu'une mutation technologique est simplement en cours ?



Le digital accélère notre vie mais la vitesse de circulation de l'information n'est pas un gage de bon emploi des ressources rares. Le numérique ne contredirait pas les thèses de la stagnation séculaire ; bien au contraire, il les conforte. Selon les partisans de cette dernière, la croissance a vocation à se ralentir en raison du vieillissement, de la loi des rendements décroissants, du manque d'envie de la population, etc. Le coût de développement des innovations augmente quand, dans le même temps, les citoyens entendent se protéger des effets de la science avec l'instauration du principe de précaution.

### Quels sont les effets économiques du digital ?

Le digital est une source naturelle de concurrence. Il permet l'arrivée de nouveaux acteurs sur les marchés. La vente par Internet a créé un nouveau canal de distribution se surajoutant aux commerces et aux grandes surfaces. Il permet de lutter contre les situations de rente et contribue à baisser les prix. La vente en ligne qui absorbe 8 % des dépenses de consommation des ménages est censée avoir accru la pression concurrentielle sur les distributeurs, les producteurs, etc. Ce canal devrait atteindre d'ici 2020 plus de 10 %. Internet redonnerait du pouvoir d'achat par la baisse des prix aux consommateurs et en permettant tout à chacun d'être producteur. Il redonne du pouvoir d'achat en solvabilisant certaine demande via la gratuité ou via les plateformes. Il générerait des revenus pour ceux qui participent aux plateformes. Certaines études soulignent que l'intensification de la concurrence générée par Internet réduirait le résultat opérationnel des entreprises exposées de 12 à 15 %. Le numérique réduirait les marges des entreprises de 3 à 4 %.

### L'économie numérique est une économie d'oligopoles

Dans le passé, les Etats ont lutté contre les oligopoles pétroliers et des télécommunications. Les pouvoirs publics tentent de lutter contre les monopoles et les ententes accusées de capter une rente au détriment des consommateurs. Ils ont pour le moment le plus grand mal à limiter le poids des GAFA. La libre circulation des flux que permet Internet rend de plus en plus difficile le contrôle des entreprises du Net qui optimisent au mieux leur situation fiscale et financière.

## **Les nouveaux seigneurs ne sont pas si modernes que cela**

Google et Facebook sont des régies publicitaires et des vendeurs de données. La publicité numérique est désormais supérieure à celle de la télévision en France. Amazon gagne plus d'argent avec ses données et ses serveurs qu'avec la vente de ses produits.

## **Une nouvelle allocation des risques**

Un des principes de l'économie digitale est le transfert du risque sur les maillons faibles ou le principe de précaution appliqué à l'extrême. Internet est censé avoir redonné le pouvoir aux vrais producteurs et aux consommateurs au détriment des intermédiaires. Il donne surtout le pouvoir aux plateformes qui engrangent des commissions sans prendre le risque économique. Ce dernier est déporté sur les producteurs et sur les consommateurs.

## **Le digital est-il une source d'innovation ?**

La vitalité des créations d'entreprise, la multiplication des start-up seraient l'expression d'un fort mouvement d'innovations. Le nombre de start-up en région parisienne a atteint 4000 à Paris, il est de 6000 à Londres. Le nombre d'applications pour les téléphones mobiles est passé de 2 300 à 1,5 millions de 2009 à 2016. L'énergie, l'agriculture, les finances, les services à la personne, les bâtiments, la médecine, l'administration, l'automobile, etc. rien n'échappe à la fièvre d'innovations numériques. La diffusion des innovations grâce à Internet s'est accélérée. Par ailleurs, le passage de l'idée à l'industrialisation d'une invention est beaucoup plus rapide qu'auparavant.

De nombreux experts considèrent que ce foisonnement d'innovations devrait entraîner une hausse de la productivité. Des ruptures sont attendues en matière agricole ou en matière de santé. Mais pour le moment, l'encéphalogramme de la productivité semble plat.

## **Les plateformes collaboratives sont-elles antiéconomiques ?**

Intuitivement, nous sommes convaincus que les plateformes collaboratives sont des vecteurs de productivité en augmentant nos capacités productives, en permettant de mieux rentabiliser notre voiture, notre maison, notre perceuse. Mais, ne sommes-nous pas devant une illusion d'optique ?

Pour cela, permettez-moi de vous raconter une fable, la fable des avantages comparatifs et de la perceuse. Avec les plateformes, nous devenons des agents économiques multitâches. Nous sommes tout à la fois loueurs de logement, loueurs de voiture, bricoleurs, professeurs. Or, il y a une règle intangible en économie : il faut se spécialiser dans les domaines où l'on est le moins mauvais. Par nature, je suis censé être meilleur écrivain que manipulateur de perceuse.

De ce fait, si je préfère percer plutôt qu'exercer mes talents d'écrivain, je dégrade ma productivité, celle d'écrivain qui est plus forte que celle de perceur. Certes, rien ne m'interdit d'être perceur durant mes congés. Dans ce cas, je ne dégrade pas à ma compétitivité d'économiste. En revanche, je réduits mon temps libre dont je trouve la

valeur insuffisante. Dans le même temps, je dégrade la productivité du perceur professionnel qui n'est pas censé être un bon économiste. Il travaille moins, gagne moins et consomme donc moins. Pour tenter de contrer le flot des perceurs occasionnels, il est forcé de monter en gamme (ce qui est positif mais difficile) ou de diminuer ses prix (ce qui est moins bien). Mais, allez-vous me dire, en tant que perceur occasionnel, j'améliore mon niveau global de revenus. Ce n'est pas faux mais je gagne moins que ce que le perceur aurait gagné. Et puis je risque d'épargner ou de partir à l'étranger en vacances... de plus, je ne paie pas les mêmes impôts et les mêmes charges sociales. Revenons à notre perceuse ! Avec les plateformes collaboratives, la fameuse perceuse qui avait tendance à prendre la poussière, je peux la prêter gratuitement ou pas aux bricoleurs en herbe. D'un seul coup, vous vous dites que la rentabilité de cette perceuse augmente, que le capital investi est plus productif. Pas faux mais pas tout à fait exact. En effet, en prêtant ma perceuse, je dissuade des Internautas d'en acheter une. De ce fait, je ralentis la circulation du progrès technique. En effet, les nouvelles perceuses ne sont pas vendues car le taux d'usure de la mienne reste faible. Les fabricants, vendant moins de perceuses, diminuent leur effort de recherche ce qui pèse à terme sur la productivité et la croissance. Après, et cela n'a pas de prix, il y a la satisfaction d'être un perceur et de rendre des services ! Mais le PIB ne le mesure pas !

### **Le digital est-il l'ennemi de l'emploi ?**

Selon l'économiste américain, Edward Glaeser, « tout se passe comme si un petit nombre de gens très bien payés travaillent à rendre gratuit des biens consommés par des pauvres ». Le numérique provoquerait une montée des inégalités en concentrant la création de richesses sur un nombre très faible d'actifs. Or, il est admis que la croissance des inégalités nuit à la croissance. En effet, celle-ci repose, en grande partie, sur la consommation. Si une partie de la population ne dispose plus de moyens suffisants pour acheter des biens de consommation, la croissance faiblit. Or, pour certains, 1 % des salariés capteraient la moitié de la croissance expliquant la montée des inégalités. Le digital est accusé de rendre l'homme inutile pour reprendre l'expression de l'économiste Pierre Noël Giraud.

### **Le digital contribue à la polarisation des emplois.**

Le digital détruirait les emplois des classes moyennes, les emplois occupés par les employés et par les cadres moyens. Ces destructions sont certes compensées par d'autres emplois mais qui sont avant tout à faibles qualifications. La révolution digitale conduit à un plus grand nombre d'emplois à faible qualification, à faible productivité et à un nombre réduit d'emplois requérant une haute qualification. Il en résulte une baisse de la productivité, une stagnation de la masse salariale, un sentiment de déclassement. Airbnb emploie un peu plus de 1000 salariés tout en mettant à disposition un nombre de lits supérieurs à celui du groupe Accor qui emploie plus de 240 000 salariés.



Entre 1995 et 2015, la part de l'emploi moyennement qualifié s'est contractée de 9,5 points de pourcentage dans la zone OCDE, quand l'emploi très qualifié et l'emploi peu qualifié gagnaient respectivement 7,6 et 1,9 points de pourcentage. Aux États-Unis, les emplois de la classe moyenne représentaient 45 % de l'emploi en 2012 contre 60 % en 1970. Entre 1993 et 2010, les emplois de la classe moyenne ont diminué de :

- 10 % au Danemark et au Royaume-Uni
- 9 % en France
- 7 % en Allemagne

Selon certaines études, d'ici 2050, la moitié des emplois de classe moyenne pourraient disparaître. La mondialisation souvent accusée de tous les maux auraient des effets moindres sur l'emploi que la digitalisation.

L'espoir d'une grande vague de créations d'emplois digitaux est souvent mis en avant par les avocats du digital. Or, aux États-Unis, un maximum semble avoir été atteint en matière d'emplois numériques depuis plusieurs années, un déclin est même constaté. Ils représenteraient 5 % des emplois contre 3,5 % en France. Les pays européens seraient en retard en la matière, retard qui pourrait se combler assez rapidement. Le secteur des TIC connaît une croissance modérée depuis 2005. Si la croissance a été forte entre 1997 et 2005, elle s'est ralentie depuis et cela donc avant même le début de la crise financière. En France, le taux de croissance est passé de 7 à 3,5 %. Cette moindre croissance serait imputable à une contraction de l'investissement. Aux États-Unis, la progression de ce secteur d'activité est passée de 7 à 4 % en moyenne annuelle.

Les résultats décevants du digital ne sont-ils pas imputables à un problème d'évaluation ? Est-il possible que nous ne sachions pas mesurer les apports du digital ? Le calcul de la croissance s'effectue à partir du PIB qui est un agrégat avant tout quantitatif qui intègre avec difficulté la notion de qualité et celle des biens gratuits. Or, nous évoluons de plus en plus dans une société de services où la notion de qualité est primordiale. Dans une étude présentée mercredi dernier aux membres de l'Association française de science économique (AFSE), l'économiste Philippe Aghion a souligné qu'entre 2006 et 2013, la croissance française aurait été sous-estimée de moitié et la croissance américaine d'un quart. Dans l'Hexagone, la croissance, mesurée par l'Insee, atteint en moyenne 0,42 % par an sur la période, alors que l'ex-professeur d'Harvard estime, lui, que, si le progrès technologique avait été correctement pris en compte, elle se serait élevée à 0,99 % par an.

Quand un produit innovant arrive sur le marché, s'ajoute aux produits existants ou les remplace, les instituts de statistiques ont du mal à apprécier l'impact de la qualité en termes de prix. Il leur est difficile de prendre en compte les nouvelles fonctionnalités des produits innovants, tels qu'un nouveau smartphone ou un nouveau service sur le Web, qui font partie d'une catégorie précise de biens ou services déjà existants, définie par les statisticiens. L'inflation globale serait surestimée (elle serait plus basse si la qualité des nouveaux biens était prise en compte) et, donc, la croissance du PIB est, par ricochet, sous-évaluée. « L'économie est probablement beaucoup plus en déflation que ce que nous croyons », affirme Philippe Aghion. Il considère qu'il faut « réévaluer le pouvoir d'achat de certains ménages ». En effet, celui des personnes utilisant les nouvelles technologies, obtenant des revenus en louant leur logement ou en fournissant des services est probablement sous-estimé. De même, le recours à des sites d'achats de

biens d'occasion, ou spécialisés dans les promotions génèrent un surcroît relatif de pouvoir d'achat. Le développement du low-cost a contribué à accroître les déplacements des ménages.

Nous ne savons plus compter. Que vaut Wikipédia ? Le budget annuel de ce site mondialement connu est de 60 millions de dollars. Il a remplacé les sociétés qui éditaient les fameuses encyclopédies. Le chiffre d'affaire de l'encyclopédie Universalis était au tournant du 20<sup>e</sup> siècle de 800 millions dollars. Au niveau mondial, ce secteur devait peser une dizaine de milliards d'euros. Il y a donc eu destruction de valeurs. Pour autant, si les gentils pigistes de Wikipédia étaient rémunérés, le coût pour Wikipédia atteindrait près de 10 milliards. Si Wikipédia était une société cotée valorisée selon les mêmes calculs de fréquentation de site que Facebook ou Google, sa valorisation serait de plus de 100 milliards de dollars. Wikipédia permet de diffuser des connaissances à un nombre de personnes bien plus élevé que celui qui avait les moyens de s'offrir une encyclopédie papier. Ce site contribue donc à améliorer la productivité et à favoriser l'esprit de création. Pour autant, il est difficile d'en mesurer les effets économiques.

La photographie nous offre un autre exemple. De 2000 à 2015, le nombre de photographies a été multiplié par plus de 20 passant de 80 à 1500 milliards par an. Les photographies sont, aujourd'hui, utilisées pour réaliser des constats en cas d'accidents de voitures. Elles sont transmises par mail et servent à diffuser des informations. Les vidéos ont envahi notre quotidien. Il est possible aujourd'hui de réparer sa voiture, de préparer une recette de cuisine, de suivre des cours, grâce à des vidéos mises en ligne. Pour autant, les producteurs d'appareils photos argentique, de bandes vidéo magnétiques ont disparu en quelques années. Or, ce secteur pesait plus d'une quinzaine de milliards d'euros.

### **L'homme pressé**

10 ans après la crise financière de 2008, après une décennie perdue, nous attendons que le digital résolve nos problèmes budgétaires, le chômage, et mette un terme à nos frustrations. Or, pour reprendre Jean-Hervé Lorenzi, il ne faut pas mépriser l'épaisseur du temps. Ce n'est pas parce que plus de 80 % de la population est connectée, que la mutation digitale est réalisée. Nous avons un problème de diffusion du progrès technique. Nous pensons que les retombées du numérique, des investissements portant sur le génome sont immédiates. L'irrigation est lente car la mutation est importante et que notre allergie au progrès a augmenté. Il ne faut pas oublier que, de l'invention de l'imprimerie en 1450 à la large diffusion de l'écrit, il a fallu plusieurs siècles. Plusieurs décennies ont été nécessaires avant d'exploiter le potentiel de l'énergie électrique. Il faut comprendre l'intérêt des inventions, remplacer les investissements du passé, former la population, etc. La diffusion du digital est plus lente que prévue en raison du recul, ces dernières années, de l'investissement

La baisse des gains de productivité constatée pourrait s'expliquer par le caractère déstabilisant des innovations numériques. Ces dernières génèrent des blocages psychologiques. En France, plusieurs freins à la diffusion du digital existent :

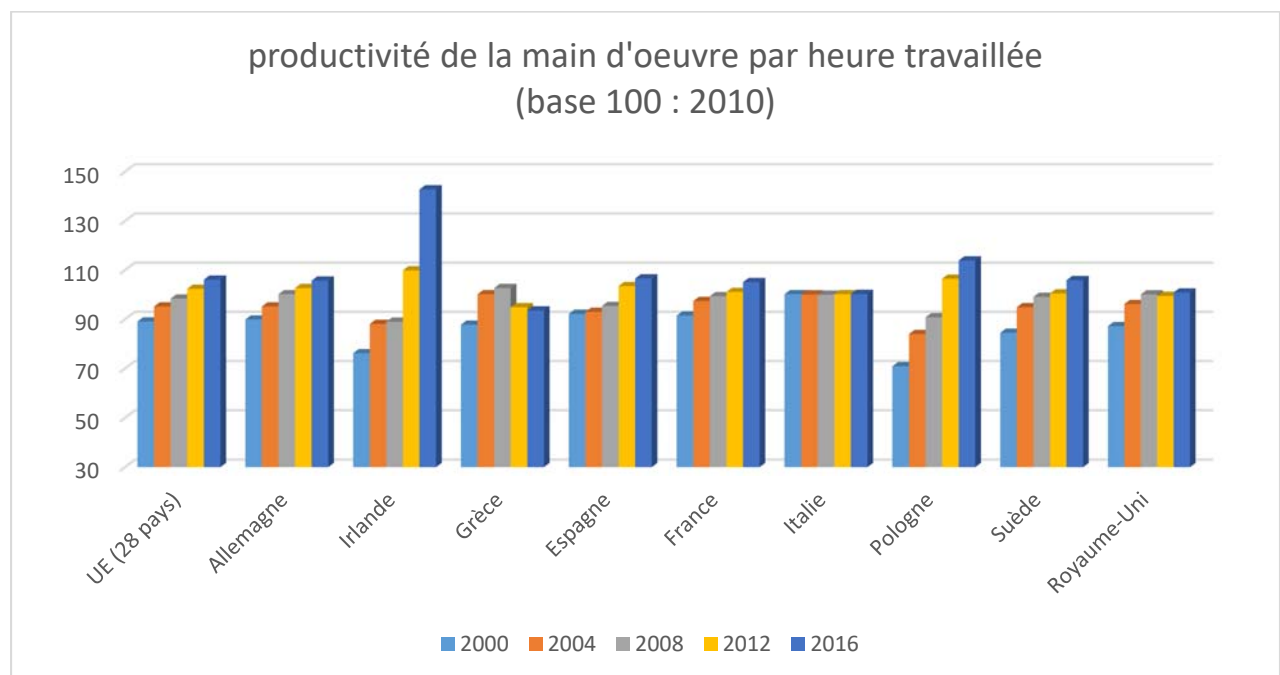
- Le difficile accès aux marchés pour certains secteurs d'activité ;
- La petite taille des entreprises limitant leurs capacités d'investissement
- Le problème de formation ;
- Les difficultés de recrutement du fait d'un nombre insuffisant de salariés formés aux nouvelles techniques.

Un rattrapage de la France et de l'Europe par rapport aux Etats-Unis est attendu d'ici 2025 avec à la clef une légère accélération de la croissance. Plusieurs secteurs devraient encore connaître une remise en cause de leur mode de développement. L'industrie automobile est au cœur de cette mutation. Mais, il devrait en être de même pour le secteur de la santé, de l'agriculture ou des services à la personne.

## LE COIN DES GRAPHIQUES

### Le verdict de la productivité

L'Italie connaît depuis 17 ans une stagnation de sa productivité expliquant ses problèmes économiques. La Pologne, depuis son intégration au sein de l'Union européenne, rattrape en partie son retard tout comme la République Tchèque. La Grèce, avec la crise qui s'est traduite par une contraction d'un quart de son PIB, a enregistré une baisse notable de sa productivité. La France se situe dans une position moyenne au sein de l'Union européenne, position assez proche de celle de l'Allemagne. Il est à noter que le Royaume-Uni enregistre de médiocres résultats en termes de productivité ce qui devrait peser sur son taux de croissance. Le caractère tertiaire de son économie explique les faibles gains de productivité avec, en outre, la création d'un fort volant d'emplois à faible qualification.



## LE COIN DE L'AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 13 août

Au **Japon**, il faudra regarder **les résultats de la croissance du PIB du 2<sup>e</sup> trimestre**.

### Lundi 14 août

En **Chine**, seront publiés **les résultats des ventes au détail, de la production industrielle et de l'investissement urbain** pour le mois de juillet.

Au **Portugal**, il faudra regarder **le PIB du 2<sup>e</sup> trimestre**.

En **Grèce**, sera également publié **le taux de croissance du 2<sup>e</sup> trimestre**.

En **Allemagne**, la **Bundesbank** communiquera **son rapport mensuel**.

Pour **l'ensemble de l'Union européenne et de la zone euro**, seront publiés **les résultats de la production industrielle** de juin.

### Mardi 15 août

En **Allemagne**, sera attendu le résultat de la croissance du 2<sup>e</sup> trimestre.

Au **Royaume-Uni**, seront publiés **l'indice des prix de détail et l'indice des prix des maisons** pour le mois de juillet ainsi que **l'indice des prix à la production**. Seront également communiqués **les résultats de l'inflation** du mois de juillet.

Aux **États-Unis**, **les ventes au détail** seront rendues publiques. **L'indice Redbook** sera également publié.

### Mercredi 16 août

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **le taux de chômage et les salaires moyens** de juillet.

Pour **l'Union européenne**, sera connu **le taux de croissance du 2<sup>e</sup> trimestre**.

Aux **États-Unis**, il faudra regarder **les permis de construire et les mises en chantier** de juillet.

Au **Japon**, seront connus **les résultats de la balance commerciale** du mois de juillet.

### **Jeudi 17 août**

Pour l'**Allemagne**, sera connu l'**indice des prix de gros** de juillet.

Pour la **France**, sera **communiqué le taux de chômage pour le 2<sup>e</sup> trimestre**.

Au **Royaume-Uni**, sera publié le **résultat des ventes au détail** de juillet.

Pour l'**Union européenne**, sera rendu public l'**indice des prix à la consommation** du mois de juillet. La **balance commerciale** de juillet sera également publiée.

Aux **États-Unis**, il faudra regarder l'**enquête de la Fed de Philadelphie pour le secteur manufacturier** du mois d'août, le **taux d'utilisation des capacités de production et la production industrielle** de juillet.

### **Vendredi 18 août**

En **Chine**, sera connu l'**indice des prix des maisons** de juillet.

Pour l'**Union européenne**, sera publiée la **balance des paiements courants** de juin.

Aux **États-Unis**, seront communiqués l'**indice de confiance des consommateurs Reuters / Michigan**. Sera également publié le **décompte des forages pétroliers US Baker Hughes**.



**LE COIN DES STATISTIQUES**

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Zone euro	Royaume Uni
<b>PIB</b> <i>Mds d'euros 2016</i>	<b>2 225</b>	3 134	1 671	1 115	10 741	2 356
<b>Croissance du PIB sur un an en % (juin 2017)</b>	<b>1,5</b>	1,9	1,4	3,1	1,9	2,1
<b>Inflation en % - juillet 2017</b>	<b>0,7</b>	1,5	1,1	1,7		2,4
<b>Taux de chômage en % - juin 2017</b>	<b>9,6</b>	3,8	11,1	17,1	9,1	4,4
<b>Dépenses publiques en % du PIB 2016</b>	<b>56,5</b>	44,3	49,6	42,4	47,8	42,1
<b>Solde public en % du PIB 2016</b>	<b>-3,4</b>	+0,8	-2,4	-4,5	-1,5	-3,0
<b>Dette publique en % du PIB 2016</b>	<b>96,4</b>	68,3	132,6	99,4	91,4	85,4
<b>Balance des paiements courants en % du PIB avril 2017</b>	<b>-1,1</b>	7,9	2,5	1,7	3,3	-3,9
<b>Échanges de biens en % du PIB – avril 2017</b>	<b>-2,5</b>	7,7	2,9	-1,9	2,3	-8,2
<b>Parts de marché à l'exportation en % 2017</b>	<b>3,0</b>	8,0	2,8	1,7	25,2	2,4
<b>variation depuis 1999 en %</b>	<b>-49,7</b>	-21,0	-39,4	-16,5	-27,1	-53,1

Sources : Eurostat – Insee

**La Lettre Économique est une publication de Lorello Ecodata**

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Guez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

**CONTACT**

**Lorello Eco Data**

7, rue Falguière • 75015 Paris  
Tél.: 01 76 60 85 39 • 06 03 84 70 36  
[phcrevel@lorello.fr](mailto:phcrevel@lorello.fr) • [www.lorello.fr](http://www.lorello.fr)

**ABONNEMENT**

**JE M'ABONNE À LA LETTRE ECO DE LORELLO ECODATA POUR UN AN**

**Conditions tarifaires**

- Un lecteur** : 1000 euros TTC les 52 numéros
- De 2 à 10 lecteurs** : 1 500 euros TTC les 52 numéros

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

**Mode de paiement**

**Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECO DATA**  
**Virement bancaire : LORELLO ECO DATA**  
IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627      BIC : BNPAFRPPNIC

**Adresse de facturation**

Nom -----  
-  
Prénom -----  
-  
Fonction: -----  
-  
Organisme: -----  
-  
Adresse: -----  
-----  
Code Postal -----Ville -----  
-  
Tél.: -----  
E-mail:-----  
-